

## LA DÉMISSION PERMANENTE

**C**ertains présentent l'accord sur les retraites complémentaires validé par le Medef et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) comme l'archétype du « dialogue social ». Si tel est le cas, il y a de quoi s'inquiéter. Se passer de la CGT et de FO sur un tel sujet, c'est un peu comme organiser la Coupe du monde de rugby sans les All Blacks et l'Afrique du Sud, ou le championnat de France de foot en se passant des services du PSG et de Saint-Etienne. Le spectacle s'en ressentirait. En l'espèce, on se retrouve avec un accord conçu par les janissaires de Pierre Gattaz, validé par les émissaires du gouvernement, avalisé par des syndicats qui risquent d'avoir quelques difficultés à faire passer la pilule auprès de leurs mandants, sauf à compter sur la fibre du désespoir qui peut conduire à accepter une défaite sous prétexte d'éviter un désastre. La principale conséquence de l'accord, en effet, consiste à reculer d'un an l'âge de départ effectif à la retraite, qui passera à 63 ans. Repousser l'âge de la retraite quand nombre des plus de 50 ans ont le chômage pour seul avenir professionnel relève d'une singulière logique.

**Au total, l'accord passé permettra de faire rentrer dans les caisses 6,1 milliards d'euros.** Mais la note sera payée à 90 % par les salariés et les retraités, ce qui atteste d'une étrange conception de la répartition des efforts. La petite mise à contribution des entreprises via une hausse des cotisations sera compensée par une baisse correspondante des cotisations relatives aux caisses en charge des accidents du travail et des maladies professionnelles, en léger excédent. Quant à l'éventuelle taxation des licenciements de seniors, évoquée pour amuser la galerie, elle est déjà oubliée.

On comprend que le Medef salue avec enthousiasme la levée d'un « tabou », comme on dit chez ces gens-là. On comprend moins qu'une partie de la gauche y voie matière à pousser un soupir de soulagement, à moins de considérer que la démission permanente constitue un axe de reconquête de l'électorat populaire perdu.

Les grands esprits qui s'interrogent sur les raisons du désamour entre le PS et le peuple devraient méditer une histoire qui ne sera pas sans conséquences. A quelques semaines d'une échéance électorale qui s'annonce délicate, il était difficile de faire pire. ■